



Le refuge ariégeois : atout et diversité d'une topographie de l'accueil

William Berthomière et Christophe Imbert



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rga/7003>

DOI : 10.4000/rga.7003

ISSN : 1760-7426

Traduction(s) :

The Ariège 'Refuge': Advantage and Diversity

of a Host Topography - URL : <https://journals.openedition.org/rga/6947> [en]

Éditeur :

UGA Éditions/Université Grenoble Alpes, Association pour la diffusion de la recherche alpine

Référence électronique

William Berthomière et Christophe Imbert, « Le refuge ariégeois : atout et diversité d'une topographie de l'accueil », *Journal of Alpine Research / Revue de géographie alpine* [En ligne], 108-2 | 2020, mis en ligne le 13 octobre 2020, consulté le 06 mars 2024. URL : <http://journals.openedition.org/rga/7003> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rga.7003>

Ce document a été généré automatiquement le 6 mars 2024.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Le refuge ariégeois : atout et diversité d'une topographie de l'accueil

William Berthomière et Christophe Imbert

Introduction

- 1 En reprenant, près de 30 ans après, sa thèse sur les Pyrénées ariégeoises, Michel Chevalier (1985) a renoncé à exclure le piémont de cet ensemble « en raison des multiples liaisons qui existent entre la montagne pyrénéenne proprement dite et l'avant-pays pré-pyrénéen » (p. 16). Il est vrai que le département de l'Ariège présente une très grande diversité de lieux de vie plus ou moins fortement associés à la montagne : le nord aux franges de l'aire urbaine toulousaine, l'axe urbain Foix-Pamiers, le bassin de Saint-Girons où convergent vallées du piémont et vallées montagnardes, des villages de piémont et de moyennes montagnes plus ou moins redynamisés par l'arrivée de nouvelles populations (Cognard, 2010), des hameaux perchés du Plantaurel et des vallées de moyenne et de haute montagne où s'ancrent des modes de vie plus ou moins « en marge » (Mialocq, 2020).
- 2 Aussi divers que soient ces espaces ariégeois, ils ont en commun d'avoir tissé et maintenu un lien particulier avec l'idée de refuge et d'hospitalité montagnarde, que résume ce mot d'ordre rappelé par Cristina Del Biaggio et Charles Heller : « En montagne comme en mer, on ne laisse personne en détresse ! »¹. Même dans un village aussi éloigné des crêtes frontalières que l'est le Mas d'Azil², dans les mémoires habitantes subsistent un lien fort entre montagnes et réfugiés, enraciné dans des histoires familiales traversées par des épisodes de maquis montagnard ou par celui de la *Retirada*, dont les témoins directs se font rares.
- 3 Ce mot d'ordre garde aujourd'hui toute sa force et trouve à s'exprimer avec vigueur en Ariège alors que nombre d'acteurs politiques dépeignent l'Europe comme une « forteresse assiégée » et multiplient les appels pour bloquer les frontières, « fermer la

montagne » (Berthomière, 2017 ; Le Maquis, 2017 ; Lendaro, 2018 ; Del Biaggio, 2019). Les vallées de montagne, comme l'espace piémontais du Mas d'Azil, ont récemment accueilli des populations néo-rurales, qui sont aujourd'hui au centre de l'engagement pour la cause des exilées³ (Berthomière et Imbert, 2020). Ainsi, le sens de la mémoire des épisodes tragiques qui se déroulèrent dans les cimes pyrénéennes au cours du XX^e siècle (Figure 1) est réactivé par de nouveaux habitant·es cherchant à y inscrire leur action politique (Stuppia, 2016).

Figure 1. Plaque commémorative à la mémoire des passeurs ariégeois (Oust, Ariège)

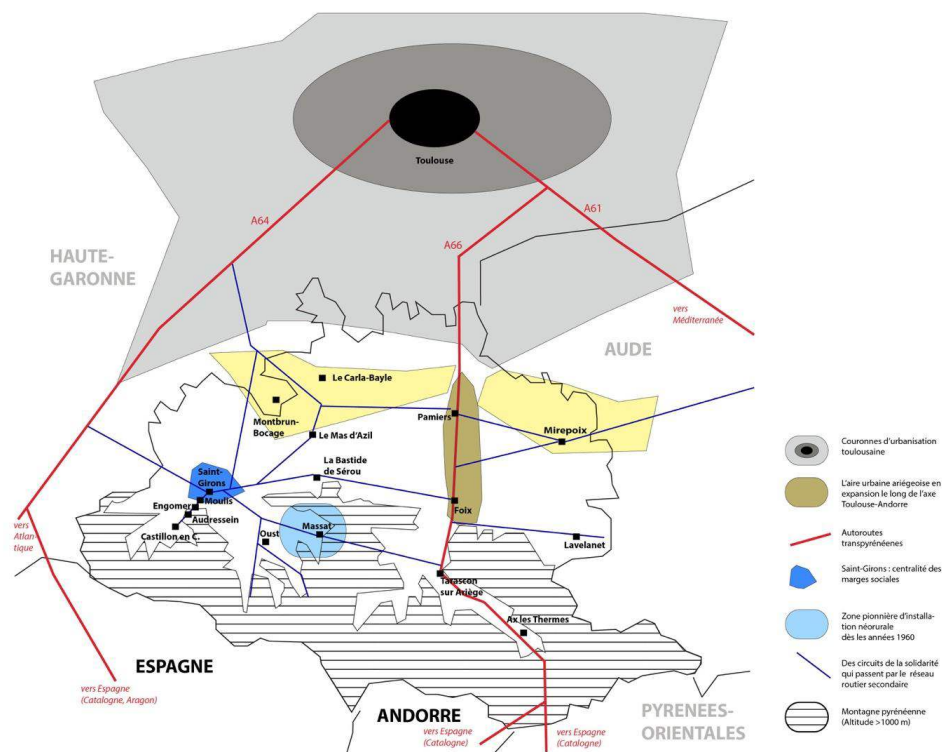


Cliché auteurs, novembre 2019.

- 4 Partant de ce constat, cet article⁴ vise à montrer une territorialité complexe qui, selon les espaces considérés, produit des formes de mobilisations singulières et distinctes, héritées des histoires migratoires passées et des réseaux sociaux qui relient montagnes, vallées, villes de piémont et agglomération toulousaine (Pouzenc et Barthe-Baldellon, 2003). Comparativement à la situation alpine (Giliberti, 2018) et à d'autres zones frontalières (Guenebeaud, 2015 ; Casella Colombeau, 2019), l'originalité pyrénéenne ariégeoise repose sur le fait que la question des exilées est dans une large mesure séparée de celle du franchissement de la frontière. Ces exilées sont pour la plupart passés par des centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA) des villages et villes environnants (Le Carla-Bayle et Foix) ou bien arrivés directement de Toulouse. Alors qu'ielles sont menacés d'expulsion, ielles se retrouvent dans les territoires de piémont et de montagne après avoir été mises à l'abri par l'activation de réseaux militants et d'interconnaissances entre l'agglomération toulousaine et des villages ariégeois ou bien encore sur la base d'initiatives locales engagées par des associatifs ou collectifs fortement (re)mobilisés depuis 2015.

- 5 C'est ainsi que des mobilisations locales, ayant permis d'aménager des lieux de refuge pour des exilé·es, ont évolué entre 2015 et 2020 vers une organisation originale qui, selon notre hypothèse, s'est étendue à l'ensemble du département. Notre enquête a montré que d'un côté, des initiatives de mise à l'abri de débouté·es de l'asile⁵ prennent place sur la base de contextes locaux spécifiques, de l'autre, que ces initiatives sont reliées les unes aux autres et rendues complémentaires, grâce à un ensemble d'acteurs-clé, caractérisés par la grande diversité des formes de capital qu'ils peuvent mobiliser (enseignant de yoga, chef d'entreprise, agriculteur, etc.). Si cette évolution s'est faite grâce à des liens de co-affiliation partagés par certaines membres appartenant à plusieurs associations et collectifs (Pette et Eloire, 2016), il reste à montrer de quelle manière celle-ci a pris appui sur l'organisation socio-spatiale du territoire.
- 6 Notre hypothèse sera appréhendée à partir d'une recherche de terrain menée depuis septembre 2017 en Ariège auprès des aidant·es. L'objectif initial de l'enquête étant d'évaluer la contribution des migrations internationales au changement social dans les campagnes françaises, celle-ci s'est orientée vers plusieurs sphères d'activité particulièrement investies par ces aidant·es, qui sont aussi pour nombre d'entre elleux, des nouveaux et nouvelles arrivant·es. Nous avons assisté à cinq réunions publiques et assemblées générales, et rencontré dix-huit membres de trois « collectifs » dont nous avons reconstitué les parcours de vie : une association basée dans une vallée montagnarde du Couserans comprenant une trentaine de membres ; un collectif d'un village du piémont animé par une dizaine de membres actifs, mais regroupant plus d'une centaine de sympathisants ; une association basée dans la ville de Pamiers, qui fédère plusieurs dizaines de membres résidant dans tout le département.
- 7 Plus spécifiquement, nous allons voir que l'originalité de cette organisation complexe tient à ce que la montagne procède, d'une part, du même type d'espace de refuge permettant de se mettre à l'écart des formes d'oppression étatiques (Scott, 2013) et se caractérise, d'autre part, pour reprendre les mots de Ph. Hanus sur le Vercors, « comme un espace inventif, avec des massifs interconnectés, dont les habitants mutualisent les compétences » (2006 :43). Après avoir dégagé quatre inscriptions territoriales d'aide aux exilé·es, nous montrerons qu'au-delà de leurs fortes spécificités, elles se trouvent prises dans un réseau départemental d'acteurs de la solidarité.

Figure 2. Cartographie des espaces du refuge ariégeois



Réalisation : auteurs

Le piémont urbanisé : Pamiers, un avant-poste de la mobilisation

- 8 Structuré par l'axe Pamiers-Foix, le piémont ariégeois se définit comme un espace stratégique des acteurs de la mobilisation en faveur des exilé·es. La proximité avec les ressources urbaines de la conurbation de la vallée de l'Ariège, où interagissent des acteurs associatifs et publics qui sont concernés par la question des réfugié·es (préfecture, centres d'hébergement, hôtels, tissu associatif de la solidarité⁶), a façonné le piémont en un avant-poste de la mobilisation.
- 9 Face à l'urgence des situations que vivent les débouté·es de l'asile – impliquant le relogement de familles menacées d'expulsion, la fourniture d'aide matérielle et psychologique –, l'accessibilité et la variété des ressources du piémont (distribution de nourriture, aide juridique, hôtels et appartements disponibles, équipements de santé) ont fait l'objet d'une capitalisation sur la base de la force des liens existants au sein du secteur associatif et de savoir-faire, hérités en partie d'expériences professionnelles précédentes (développement de politique sanitaire dans la lutte contre le SIDA ou les toxicomanies ou bien encore gestion financière et comptable dans l'économie sociale et solidaire). La réussite de la création d'une solution d'hébergements de type « Cent pour un toit »⁷ à Pamiers incarne cette dynamique sociale de la solidarité et la trajectoire militante et professionnelle d'Annie en souligne les ressorts. Lorsqu'en 2014, Annie, ariégeoise de retour après une carrière de médecin généraliste en région parisienne, souhaite exprimer sa solidarité avec les exilé·es, elle perçoit très rapidement la

nécessité d'articuler les compétences des acteurs en place. Après avoir pris part aux actions des antennes locales du Réseau éducation sans frontières (RESF) et de la Ligue des droits de l'Homme (LDH), en 2018, elle parvient à fédérer le tissu associatif de la solidarité pour mettre en place l'association « Cent pour un toit » sous le parrainage d'Emmaüs Ariège. S'y retrouvent pêle-mêle des personnes proches de l'évêque de Pamiers dont l'engagement puise dans la foi catholique, d'autres proches de partis de droite et du maire de Pamiers, qui a bénéficié d'une protection comme enfant juif caché dans les montagnes ariégeoises, mais aussi des militant·es d'une gauche radicale, inscrites dans l'économie sociale et solidaire, comme l'association Monnaie 09. Cette diversité renforce l'efficacité de l'action des militant·es dans la mesure où la convergence de différents réseaux d'entraide démultiplie leur capacité d'action. Tel groupe peut se consacrer à la distribution de nourriture, tel autre à la recherche de situation d'hébergement d'urgence et tel autre à la défense juridique des exilées. Après plus d'une année et demi de fonctionnement, l'association « Cent pour un toit » se charge d'assurer la coordination de ces actions associatives, qui aujourd'hui permettent d'offrir un hébergement à sept familles déboutées de l'asile.

- 10 La spécificité de cet espace de piémont urbanisé, soulignée par la trajectoire d'Annie, s'exprime, au-delà des potentialités offertes par la concentration des ressources institutionnelles et associatives, dans la portée structurante du dispositif de soutien à l'échelle des différents territoires ariégeois. Ce piémont est l'espace où les militant·es sont le plus proche de la chaîne de décision de l'administration de l'asile et d'où il est possible de transmettre les informations aux autres collectifs présents sur le département. En février 2020, cette fonction de coordination a pu être rendue visible suite à l'expulsion de plusieurs familles déboutées de l'asile. Dans la foulée de cet événement, les acteurs de la mobilisation en faveur des exilées à Pamiers et Foix ont pu structurer la mise en place d'une coordination de lutte contre les expulsions rassemblant de manière inédite plus une quarantaine d'associations, collectifs, syndicats et représentant·es de partis politiques (cf. document placé en annexe).
- 11 Enfin, il convient d'insister sur le fait que la qualité d'avant-poste du piémont ariégeois se définit également dans son rôle d'arrière-pays toulousain où la métropole peut exfiltrer des familles exilées, qui seront relocalisées au sein des autres territoires du refuge ariégeois.

Les coteaux de la néo-ruralité : le Carla-Bayle, le camp de base de la mobilisation

- 12 Incarné par le piton rocheux du Carla-Bayle, cet espace de coteaux situés en zone de piémont compose le camp de base de nombreux habitant·es, dont une large part de néo-ruraux, mobilisé·es dans les actions d'aide aux exilées. Non sans résonnance avec l'histoire, marquée ici par la pensée de Pierre Bayle (1647-1706) natif du lieu et penseur de la tolérance, la mobilisation qui prend place s'organise autour du centre d'accueil des demandeurs et demandeuses d'asile, qui y est installé depuis plus d'une vingtaine d'années.
- 13 Cet espace de coteaux et de collines connaît et a connu plusieurs collectifs fort bien structurés pour répondre aux besoins des exilées. Un premier niveau d'organisation repose sur la qualité des relations que les équipes d'encadrement du CADA ont su tisser

au fil des années avec des habitantes inscrites à la fois dans des réseaux internationalistes et dans des actions d'intégration locale des populations accueillies. La création de l'association Diversités, en 2014, est l'une des expressions les plus récentes de ces dynamiques sociales. À l'initiative de professionnels ayant eu des expériences dans l'accompagnement de demandeurs et demandeuses d'asile, cette association travaille à créer du lien social entre des familles ariégeoises et des personnes en attente d'un statut de réfugié.

- 14 Constitués en grande partie de retraité·es de l'éducation nationale installé·es de plus ou moins longue date en Ariège, ces collectifs, plus politisés que les précédents, inscrivent leur action sur le temps « long » de la procédure d'asile et se trouvent ainsi prompts à réagir en cas de refus d'octroi du statut de réfugié. Ce second niveau d'action de la mobilisation en faveur des exilé·es, et plus encore des débouté·es de l'asile est rendu possible par une topographie qui permet une relocalisation rapide et discrète des personnes soutenues par les collectifs.
- 15 Sur un espace de coteaux étendu et polarisé par l'agglomération toulousaine, l'axe Foix-Pamiers et les territoires de la néo-ruralité ariégeoise du Volvestre et du Plantaurel, ces collectifs trouvent aisément des hébergements d'urgence pour des débouté·es en fin de droit au CADA du Carla-Bayle, mais aussi ponctuellement en provenance de CADA voisins (Cazères, Foix et Saverdun) ou bien encore de Toulouse. Cette économie du refuge ariégeois repose à la fois sur les liens tissés avec les postes avancés appaméen et fuxéen, et sur des interconnexions qui s'appuient sur les réseaux de sociabilités qu'organisent les marchés de village. Pour exemple, le marché de Montbrun-Bocage a été un temps fréquenté par un artiste circassien qui a placé en sécurité des sans-papiers toulousains au cœur des coteaux et des hameaux isolés du haut Couserans.

Figure 3a. Un appel au don en solidarité avec les exilé·es au marché d'Engomer



Cliché auteurs, novembre 2019.

Figure 3b. Le stand du Collectif de soutien aux exilé·es au marché de Montbrun-Bocage



Cliché Céline Gaille, mai 2019.

- 16 Tout se fait par le bouche-à-oreille et les marchés hebdomadaires sont une occasion pour échanger des informations, se rendre visibles pour les personnes à la recherche d'un soutien, et recruter de nouveaux et nouvelles militant·es (cf. Figures 3a et 3b). À l'échelle du cas de Montbrun-Bocage, ce marché, situé à un peu plus d'une cinquantaine de kilomètres de Toulouse, a un rayon d'attraction important si bien que parmi les acteur·es du refuge ariégeois, on y trouve des personnes qui vivent dans l'agglomération toulousaine, les collines entre vallées de l'Arize et de la Lèze, ou le Comminges.
- 17 De manière générale, ce dispositif d'assistance puise ses ressources dans la diversité et la force des liens tissés au sein des marchés. Leur fréquentation est l'occasion pour de nombreux·ses néo-ruraux – pour partie des trentenaires ayant en commun un parcours de voyageuses au long cours (Amérique latine et Asie du Sud-Est) – de s'inscrire dans les rangs des collectifs mobilisés en faveur des exilé·es dont l'animation reste néanmoins plutôt le fait des retraité·es évoqué·es plus haut. Nicolas, apiculteur bio de 34 ans, a fait l'expérience de cette rencontre au cours de la période d'installation de son exploitation dans le Plantaurel. Sa rencontre avec Serge⁸, au détour des halles du marché de Montbrun-Bocage, lui aura permis d'inscrire son ancrage local dans la continuité de ses idéaux internationalistes et humanistes. Depuis, il reçoit régulièrement des demandeur·es d'asile du Cada du Carla-Bayle pour les sortir de leur quotidien fait d'attente (Kobelinsky, 2010) et leur faire partager son activité d'apiculteur (Figure 4). De tels exemples d'engagement soulignent le caractère singulier de cet espace interstitiel, parsemé de hameaux plus ou moins reculés, qui met en contact migrations d'aménités, de travail et migrations forcées. En cela, l'espace du refuge ariégeois ajoute à la connaissance et à la diversification du modèle de *global countryside* mis en lumière par les travaux pionniers de Michaël Woods (2016).

Figure 4. Une demandeuse d'asile du CADA du Carla-Bayle qui accompagne Nicolas dans son travail d'apiculteur



Cliché Céline Gaille, mars 2019.

Un faubourg montagnard : le Biros, l'espace d'une fabrique du refuge

- 18 Un peu à la charnière des deux premiers exemples, mais beaucoup plus ancrée localement, l'association Acarm09 gravite principalement entre Saint-Girons et la vallée du Biros. À l'origine de la structure associative se trouve une enseignante à la retraite qui, dans les années 1990, a créé une association de solidarité internationale avec un quartier de Mexico. Vers 2015, au moment du départ des premiers exilé·es de Calais⁹ et de la médiatisation du conflit syrien, l'association a connu un nouvel élan et attiré de nouvelles personnes qui se sont retrouvées dans la vallée du Biros, entre Moulis et Audressein, dans une vallée montagnarde à moins de 15 minutes de Saint-Girons. Rapidement, les membres de l'association se sont organisés pour héberger chez eux des familles déboutées du droit d'asile issues du CADA du Carla-Bayle, le plus souvent dans des maisons de hameaux isolés au-dessus de la vallée. Depuis 2018, des formes plus stables d'hébergement ont été trouvées, grâce à l'achat par deux membres d'une maison villageoise et d'un appartement dans Saint-Girons pour loger respectivement deux familles albanaises et une famille togolaise. Plus récemment, l'association a réhabilité un ancien squat d'un faubourg ouvrier de la ville, qu'elle loue à son propriétaire pour une famille angolaise.
- 19 L'association évolue au gré des demandes, mais a eu tendance à intensifier ses activités. Les relations de proximité scandent l'engagement quotidien. Des actions de sensibilisation sont organisées à Saint-Girons, avec la projection de films dans la salle de cinéma Max Linder, des expositions et des réunions dans le bar de la ville, et le montage d'un stand d'information et de ventes de gâteaux dans le marché dominical de Moulis. L'association se compose d'anciennes hippies des vagues d'après 1968, des

personnes arrivées plus récemment et investies pour redynamiser la vallée, à l'instar de bénévoles de l'épicerie associative d'Engomer, et d'autres militant·es dont la vie est marquée par de fréquentes mobilités (inter)nationales et reste plus orientée sur des réseaux centrés à Saint-Girons et Toulouse. Une très grande diversité sociale caractérise des membres de l'association où l'on compte, parmi les retraité·es, des ancien·es infirmière, psychologue, enseignante et entrepreneur ; parmi les 40-60 ans un comptable du milieu associatif, une professeure de yoga, un chômeur ; parmi les moins de 40 ans, une institutrice, une doctorante en biologie et un fondateur d'association de promotion du Land'art.

- 20 Cette diversité des parcours et de générations chez les membres de l'association, réunies autour d'une même mobilisation, permet de démultiplier les moyens d'action, depuis la fondatrice, qui a plus de 80 ans, jusqu'aux nouveaux membres tout juste sorti·es des études. L'ancienneté de l'association lui donne une assise financière stable du fait du maintien des cotisations de la plupart des adhérent·es. C'est à partir de cette ressource et de l'arrivée de nouveaux membres que les activités de l'association se sont élargies vers un suivi des personnes accueillies (démarches administratives, cours de français, etc.). Cet élargissement a pu se faire grâce aux compétences, à l'investissement et aux réseaux de certain·es membres.
- 21 Marc, résident secondaire à la retraite de la région de Toulouse, sait jouer de sa respectabilité et de ses savoir-faire d'entrepreneur pour aider l'association dans ses relations avec l'administration et l'établissement d'une stratégie globale pour l'accueil des familles exilées, allant jusqu'à l'insertion professionnelle des adultes. L'association bénéficie également de l'apport de Thierry, dont les trente-cinq ans de travail en Ariège dans l'économie sociale et solidaire font de lui une source d'information (connaissance des autres actrices de l'accueil en Ariège) et une force de proposition (pour l'organisation d'événements permettant la collecte de fonds) très utiles à la vie de l'association. Cette association accueille aussi des personnes qui ont recours aux outils numériques, à l'instar de Quentin et Maria, habituées des réseaux sociaux, des cagnottes en ligne, des diaporamas et des outils connectés de gestion collaborative de projets.
- 22 Contrairement aux deux exemples précédents, la sphère d'action est plus locale et montagnarde, et la ville de Saint-Girons, plus éloignée des décisions administratives, bénéficie en contrepartie d'un contrôle administratif moins prégnant. Pour autant, l'association arrive à un stade de son existence où elle est plus sensible au durcissement des politiques migratoires. Ses membres se partagent entre une attitude humaniste de négociation et une attitude d'opposition plus politiquement marquée. À l'instar de situations vécues par de nombreux collectifs et associations d'aide aux débouté·es de l'asile, en interne, les assemblées peuvent connaître des moments de tensions à propos des modalités d'action même si l'ensemble des militant·es puisent leur énergie dans la volonté commune de lutter face à l'accueil indigne (Del Biaggio et al., 2017).

Une vallée encaissée : l'espace massatois, haut-lieu de la résistance

- 23 Avec le collectif créé à Massat pour protester contre l'arrêté d'expulsion à l'encontre d'un habitant, Pierre Kilongo¹⁰, on change encore de cadre. L'isolement montagnard est beaucoup plus fort que dans le Biros, c'est le village de Massat qui est le cadre

géographique de référence. Néanmoins, l'action solidaire s'appuie sur les ressources militantes d'autres parties du département, avec l'aide juridique du président départemental de la LDH et l'aide logistique d'Acarm09 pour trouver une solution de relogement d'une famille vivant isolée dans la commune voisine du Port. En plus d'être villageoise, cette mobilisation est, sous plusieurs aspects, politique. D'une part, dans une commune de 700 habitant·es qui a voté au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 à plus de 43 % pour Jean-Luc Mélenchon¹¹, la gestion de l'asile est, au-delà des situations individuelles dramatiques, une question éminemment politique où les problématiques néocoloniales et de lutte des classes sont clairement sous-jacentes. En outre, le collectif, qui comprend notamment d'ancien·nes syndicalistes et militant·es du Parti Communiste Français, a pesé sur la politique municipale en faisant voter une motion de soutien à Pierre Kilongo à l'unanimité du Conseil municipal et demandant au maire de marquer son soutien en participant aux démarches administratives et, notamment, en faisant pression sur la préfecture.

- 24 Par-delà cet aspect politique, Catherine, une des responsables du collectif, nous a dit que « Pierre avait fédéré autour de lui » et qu'en ce qui la concerne, elle reparle aujourd'hui à des personnes avec qui elle était fâchée. Il s'agit bien d'une mobilisation villageoise qui crée du lien autour d'une famille d'habitant·es et met en suspens des lignes politiques de division qui dans ce cadre valléen replié sur lui-même ont fini par creuser des lignes de conflits interpersonnels entre syndicalistes marxistes, anarchistes, humanistes spiritualistes et « collapsonautes ». Si ces dernières sont désigné·es comme les moins investi·es à Massat, Thierry, un des piliers d'Acarm09 se revendique de ce mouvement et y fonde une de ses raisons de sa mobilisation pour les familles exilées.
- 25 Si une certaine fierté de voir repris dans d'autres villages leur mode de mobilisation où les habitant·es accompagnent les familles déboutées du droit d'asile jusqu'à la gendarmerie, les jours où elles sont tenues de se présenter, les animent, cet isolement montagnard ne leur paraît pas assez sécurisant compte tenu du contexte répressif actuel. Craignant que l'opiniâtreté de la préfète, qui use de toutes les procédures pour rendre effective l'expulsion de Pierre Kilongo, attire les projecteurs vers cette vallée paisible, le moment de la réaction spontanée semble faire place, au gré de ce combat juridique, à une forme d'organisation plus ouverte sur un partage d'expériences avec d'autres collectifs.

La mise en place d'une organisation d'ensemble

- 26 Les configurations locales de l'aide aux exilé·es qui précèdent sont plus à inscrire dans des configurations de frontières-refuges que de frontières-passages (Guenebeaud, 2015). Ou plutôt elles rappellent plus celles observées dans un espace marginal comme celui des Cévennes que celles des zones frontières où l'enjeu premier est de réussir le passage par-delà un dispositif de contrôle très contraignant. Contrairement à ce dernier cas, l'enjeu réside plus dans l'aménagement dans la durée des conditions matérielles et psychologiques de l'accueil. Comme l'a analysé Elise Martin (2016), les vallées cévenoles « sont davantage des lieux-refuges, des havres de paix où les personnes viennent se reposer après un long parcours, et non des lieux d'arrivée » (p. 92). Selon elle, dans les vallées cévenoles, les collectifs montagnards locaux ont d'abord improvisé au cours de l'année 2015 un accueil transitoire pour les exilé·es issues de la

zone de Calais puis ont basculé dès fin 2015 vers des formes d'accueil plus durables dans des logements vacants situés dans des bourgs, prêtés par des élus ou des particuliers. De même qu'en Ariège, les aidant·es ont puisé dans une mémoire collective qui convoque les épisodes tragiques du Protestantisme ou de la Résistance.

- 27 Il convient donc de relever cette dimension mythique de l'espace-refuge comme une ressource du dispositif d'accueil des exilé·es mobilisée par les aidant·es. Cela ne va pas sans rappeler les anthropologies des « sociétés contre l'État » étudiées par Pierre Clastres (1974) en Amérique latine et James C. Scott (2013) en Asie. Ici aussi, si l'État est bien présent, il est perçu comme « à distance ». Les enquêté·es pensent, pour l'avoir en partie expérimenté, qu'il existe une grande permissivité de l'État vis-à-vis de modes de vie qui ne respectent pas toujours les lois sur la production et l'usage de produits stupéfiants, le droit du travail ou les règles générales d'urbanisme. Certain·es se représentent même l'Ariège « comme pleine de petites ZAD ». Or, comme dans beaucoup d'espaces ruraux, l'État, c'est la préfecture et donc le département. Une des forces de ces actions localisées, c'est qu'elles ont des connexions jusqu'à la préfecture et aux administrations déconcentrées à travers des actrices-relais qui jouent le rôle de conseil juridique et d'informateur. Sans ces relais urbains, la mise en place d'un accueil durable, qui passe par la recherche d'un logement, de lieux de scolarisation et de ressources matérielles stables pour les besoins quotidiens aurait été beaucoup plus difficile.
- 28 Dans bien des cas, ces acteurs-relais apportent par ailleurs des ressources complémentaires. Les trajectoires individuelles des membres des collectifs étudiés, montrent, pour certaines, une présence ancienne sur place, avec des trajectoires résidentielles ariégeoises réparties entre plusieurs types d'espaces, un capital relationnel accumulé au fil du temps et un passé ancien de militant·es qui œuvrent de concert pour organiser des actions et faire circuler rapidement les informations sur les actions locales et les décisions des pouvoirs publics. D'autres, plutôt jeunes, et venues en Ariège, pour une large part, après avoir beaucoup voyagé, ont accumulé un capital social et des compétences permettant la mobilisation de ressources humaines et matérielles à distance (comme la capacité à organiser des cagnottes en ligne pour acheter un logement). D'autres, enfin, qui sont arrivées pour la retraite ou qui ont une résidence secondaire, jouent sur les compétences et la respectabilité sociale tirées de leur profession (médecin, chef d'entreprise) pour peser sur les institutions publiques et assurer la coordination d'un certain nombre d'initiatives d'aides aux exilées (projets locatifs ou actions de soins). En définitive, la diversité des expériences et des parcours individuels conjuguée à la diversité des espaces permet de potentialiser les capacités d'actions des collectifs militants locaux.
- 29 En Ariège, il apparaît donc que l'absence de grande ville et l'implantation en grande partie villageoise du dispositif d'accueil expliquent que les informations sur les décisions prises par la préfecture et sur l'activité des CADA puissent parvenir rapidement aux collectifs engagés dans l'aide aux exilées. Une originalité de cette géographie sociale du territoire ariégeois consiste donc dans le fait qu'on peut être à la fois tout proche des décisions des pouvoirs publics et très éloigné des dispositifs de contrôle par le jeu de mise à distance qu'autorisent autant la topographie que l'espace social du militantisme en faveur des exilées.
- 30 À l'aune de nos résultats d'enquêtes, les Pyrénées ariégeoises forment un espace refuge à travers la diversité de ses composantes : haute et moyenne montagne, piémont et

petites villes. Il apparaît qu'après une période où les conditions matérielles de l'accueil ont guidé l'action des collectifs locaux, la question de la protection physique des exilé-es passe au premier plan au moment où la préfecture a décidé de durcir sa politique d'expulsions. Cette évolution a pour effet d'intensifier les liens entre les collectifs locaux au sein d'un espace d'échanges départemental.

Conclusion. Ce qui les unit, les lie : le fait de partager une même crise

- 31 À l'insécurité qui guette autant les familles exilées que les personnes mobilisées en leur faveur, les acteurs de l'avant-poste urbain du piémont ont donc réagi avec la mise en place d'une coordination départementale s'érigeant contre la politique nationale d'asile. En dépit de l'hétérogénéité de leur positionnement politique, le refuge ariégeois se rassemble, comme cette coordination l'a clamé, autour de l'idée que : « l'Ariège a toujours été une terre d'accueil et doit le rester pour les accueillis comme pour les Ariégeois » (cf. annexe communiqué de presse).
- 32 Dans un contexte qui n'est pas exempt de relents xénophobes, l'analyse des registres et des modalités d'action réinscrit la montagne dans un récit mobilisateur où elle se voit confirmée dans son rôle d'espace refuge. Dans le cas ariégeois, c'est l'histoire de l'exil des Républicain-es espagnol-es comme celui des populations juives européennes cherchant à franchir les Pyrénées qui forge les convictions d'une partie des aidant-es. Même si la réalité d'un franchissement des frontières n'est pas avérée, le rappel de cette dimension historique, régulièrement commémorée par l'organisation d'événements (Chemins de la liberté, Retirada, etc.), vient sceller le lien entre l'espace montagnard et la protection des exilé-es.
- 33 Cette figure historique de la résistance montagnarde se traduit également dans des modalités d'action qui témoignent du rejet de l'exercice d'une politique d'État qui contrevient au fondement même de leurs modes de vie dans lesquels la solidarité envers les personnes en danger ne peut être entravée. En cela, le « stop aux expulsions » qui rassemble une quarantaine d'associations, de syndicats et de partis politiques (cf. annexe communiqué de presse) n'est pas sans rappeler les paroles de ce survivant et conteur des montagnes qu'était Mario Rigoni Stern lorsqu'il rappelait aux jeunes générations : « Apprenez à dire non à tous ceux qui veulent vous proposer des choses qui sont contre votre conscience » (Rigoni Stern, 2018 : 23).
- 34 Les protagonistes de ce refuge ariégeois ont une conscience forte de cet héritage qui les rend solidaires des habitants d'autres massifs qui ont « le courage de dire non » face à des situations comparables, comme en témoigne la référence faite de nos enquêtées aux habitants de la vallée de la Roya ou du Diois (Lendaro, 2018).

BIBLIOGRAPHIE

- Berthomière, W., 2017. – « Les espaces de l'hospitalité, fonction-miroir de sociétés se pensant assiégées », in *Revue Science and Video*, visited May 14th 2020, URL : <http://scienceandvideo.mmsh.univ-aix.fr/Varia/Pages/berthomiere.aspx>
- Berthomière W., Imbert C., 2020. – « Quand s'engager ancre et s'ancrer « engage » : les voies plurielles de l'autochtonie au sein des réseaux d'aide aux exilé.e.s en Ariège », in *L'espace politique*, 2019/2, (n° 38). DOI : <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.6832>.
- Casella Colombeau S., 2019. – « Au-delà de l'exception : la routine des contrôles lors des « crises migratoires » de 2011 et 2015 à la frontière franco-italienne », in Lendaro A. (ed.), *La crise de l'accueil. Frontières, droits, résistances*, Collection Recherches, La Découverte, pp. 187-208.
- Chevalier M., 1985. – *La vie humaine dans les Pyrénées ariégeoise*. Toulouse, Milan.
- Clastres P., 1974. – *La société contre l'État*. Paris, Les Éditions de Minuit.
- Cognard F., 2010. – « Migrations d'agrément » et nouveaux habitants dans les moyennes montagnes françaises : de la recomposition sociale au développement territorial. L'exemple du Diois, du Morvan et du Séronais, Université Blaise Pascal - Clermont-Ferrand II, (tel-00675737)
- Debarbieux B., 2012. – « Figures et Unité de l'idée de montagne chez Alexandre von Humboldt », *Cybergeo : European Journal of Geography*, document 617, mis en ligne le 21 août 2012, visited November 18th 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cybergeo/25486>; DOI : <https://doi.org/10.4000/cybergeo.25486>.
- Del Biaggio C., Rey R., 2017. – « Contraints de vivre sous terre à Genève. Les exilés et la société civile face à l'accueil indigne », in *Urbanités*, URL : <http://www.revue-urbanites.fr/8-contraints-de-vivre-sous-terre-a-geneve-les-exiles-et-la-societe-civile-face-a-laccueil-indigne/>
- Del Biaggio C., 2019. – « On a fermé la montagne », in *L'Alpe*, Glénat - Musée Dauphinois, À saute-frontière, pp. 42-49, visited February 20th 2019, (hal-02289383).
- Giliberti L., 2018. – « La militarisation de la frontière franco-italienne et le réseau de solidarité avec les migrant.e.s dans la vallée de la Roya », in *Mouvements*, 1 (n° 93), pp. 149-155. URL : <https://www.cairn.info/revue-mouvements-2018-1-page-149.htm>
- Guenebeaud C., 2015. – « Vivre en voisins à la frontière : Enjeux autour de la présence de migrants sans-papiers dans la ville de Calais », in *Belgeo* [En ligne], 2, consulté le 14 mai 2020. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/15476>; DOI : <https://doi.org/10.4000/belgeo.15476>
- Hanus Ph., 2006. – « Histoires de migrants dans la montagne », in *Ecarts d'identité*, n° 108, pp. 42-48.
- Kobelinsky C., 2010. – *L'accueil des demandeurs d'asile. Une ethnographie de l'attente*, Éditions du Cygne.
- Le Maquis L., 2017. – *Nous ne ferons pas marche arrière. Luttés contre la frontière franco-italienne à Vintimille 2015-2017*, Niet ! éditions.
- Léger D., Hervieu B., 1979. – *Le retour à la nature : « fond de la forêt...l'État »*, Paris, Seuil.

- Lendaro A., 2018.- « Désobéir en faveur des migrants », in *Journal des anthropologues*, n° 152-153, consulté le 10 mai 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jda/6915>
- Martin E., 2016.- *Accueil des étrangers en milieu montagnard et rural. Les vallées cévenoles de Lasalle, Saint-Jean-du-Gard et Mialet, des terres d'accueil exemplaires ?*, Mémoire du master « Lettres, Arts, Sciences humaines et Sociales », ENS Lyon.
- Mialocq M., 2020.- *Les territoires ruraux à l'épreuve de nouvelles manières d'habiter : vivre en habitat non ordinaire et mobilité en habitats non-ordinaires dans des espaces de faible densité*, Thèse de Doctorat en Géographie, Université de Poitiers.
- Pette M. Eloire L., 2016.- « Pôles d'organisation et engagement dans l'espace de la cause des étrangers. L'apport de l'analyse des réseaux sociaux », in *Sociétés contemporaines*, 2016/1 (n° 101), pp. 5-35.
- Pouzenc M., Barthe-Baldellon L., 2003.- "Les territoires ruraux de Midi-Pyrénées : Multiplicité des évolutions démographiques et développement territorial", in *Sud-Ouest européen*, tome 15, pp. 49-56 ;
- Rigoni Stern M., 2018.- *Le courage de dire non*, Paris, Les Belles lettres.
- Scott J.C., 2013- *Zomia ou l'art de ne pas être gouverné*, Paris, Seuil.
- Stuppia P., 2016.- "La révolution dans le jardin. Utopies communautaires et expériences néo-rurales françaises après Mai 68 », in *Éducation et sociétés*, 2016/1 (n° 37), pp. 49-64. DOI : 10.3917/es.037.0049. URL : <https://www.cairn.info/revue-education-et-societes-2016-1-page-49.htm>
- Vergnolle Mainar . -2001. « Le choix des tracés routiers en zone de montagne : la traversée ariégeoise des Pyrénées », in *L'Espace géographique*, 2001/3 (tome 30), pp. 265-273. DOI: 10.3917/eg.303.0265. URL: <https://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2001-3-page-265.htm>
- Woods M., 2016.- « International Migration, Agency and Regional Development in Rural Europe », in *Documents d'Anàlisi Geogràfica*, vol 63/2, pp. 569-593.

ANNEXES

Annexe : communiqué de presse de la coordination départementale des associations de défense des exilé.e.s

L'Ariège dit stop aux expulsions.

L'Ariège a connu récemment des expulsions brutales, inhumaines, indignes touchant notamment de jeunes enfants scolarisés et leurs parents.

Nous exigeons que la France respecte ses engagements internationaux en matière de droit à l'éducation, de droits des enfants, des droits de l'Homme.

L'Ariège a toujours été une terre d'accueil et doit le rester pour les accueillis comme pour les Ariégeois.

Nous, signataires, demandons l'arrêt de toutes les expulsions sur le département.

Liste des organisations signataires :

Réseau Education Sans Frontières 09, Ligue des Droits de l'Homme 09, Association Couserannaise pour l'Accueil des Réfugié-es et des Migrant-es, Génération's Ariège, Parti Communiste Français 09, Bénédicte Taurine Députée 1ère circonscription, Michel Larive Député 2ème

circonscription, SNUipp-FSU 09, Solidaires 09, La France Insoumise 09, Collectif soutien aux réfugiés 09, Comité contre les OQTF, Conseil Ariégeois des Parents d'Élèves, Fédération des Conseils de Parents d'Élèves 09, Collectif soutien de Massat, NPA 09, CIMADE 09, CGT 09, FSU 09, Coordination Volvestre pour le développement des solidarités, PEP 09, Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture 09, Collectif de Montbrun Solidaire avec les Migrants, Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation 09, Monnaie 09, CCFD-Terre Solidaire, Parti Socialiste 09, Mouvement pour la paix 09, UNSA Education 09, ATTAC 09, SNES-FSU 09, SNEP-FSU 09, FO 09, EELV, la Confédération Paysanne, le Cercle Cœur Colibris Couserans.

NOTES

1. Voir interview de Cristina Del Biaggio et Charles Heller par Maïté Darnault, « En montagne, comme en mer, la frontière est violente pour les migrants », *Libération*, 14/12/2017 : http://www.liberation.fr/debats/2017/12/14/charles-heller-et-cristina-del-biaggio-en-montagne-comme-en-mer-la-frontiere-est-violente-pour-les-m_1616731 et « Briançon : les professionnels et citoyens de la montagne se mobilisent pour les migrants ce week-end », *Montagnes Magazine*, 15/12/2017 : <http://www.montagnes-magazine.com/actus-briancon-les-professionnels-citoyens-montagne-mobilisent-les-migrants-week-end>
2. Village des collines du Plantaurel situé à 25 km au nord-est de Saint-Girons.
3. Nous avons fait le choix d'utiliser le mot exilé car il nous semble le mot juste pour rendre compte de trajectoires individuelles qui sont celles de personnes ayant fui leur pays pour solliciter le statut de réfugié en France. Dans cet article, le terme exilé regroupe donc des personnes qui sont en attente de statut ou qui sont déboutées du droit d'asile.
4. Cette recherche, réalisée dans le cadre du projet Camigri (ANR et Région Nouvelle Aquitaine ; <https://camigri.hypotheses.org/>), s'appuie sur un terrain en cours depuis mars 2018 en Ariège auprès des aidant·es qui agissent dans les villes, les villages de piémont et de montagne. D'un point de vue méthodologique, l'ensemble des données mobilisées dans cet article sont issues de récits de vie collectés auprès d'aidant·es et d'un suivi régulier (bimensuel) des activités des associations et collectifs qui fédèrent leurs actions. Tous les noms des personnes rencontrées ont été modifiés.
5. Dans le cadre de la procédure de demande d'asile, à l'issue de l'examen du dossier par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), si la demande d'asile est rejetée, la personne exilée peut solliciter un réexamen du dossier. En cas de nouveau rejet par l'Ofpra, il est possible de saisir la Cour nationale du droit d'asile (CNDA). Au terme de cette procédure, en cas d'un avis négatif de la CNDA, la personne est considérée comme déboutée du droit d'asile. Elle pourra faire l'objet d'une Obligation de quitter le territoire français (OQTF) prononcée par l'État français à son encontre.
6. Principalement Croix-Rouge, Emmaüs, Secours Catholique, Secours Populaire et réseau militant humaniste (Amnesty international, LDH, RESF).
7. Le dispositif « Cent pour un » a été initié en Touraine par Emmaüs. Il repose sur un principe de cotisation mensuelle de 100 personnes permettant le financement d'un logement pour des individus en situation de précarité. Le travail d'apprentissage du français et/ou de scolarisation des enfants est une obligation visant à assurer l'insertion des hébergées et favoriser leur sortie dans de bonnes conditions. Le dispositif a largement dépassé les frontières de la Touraine puisqu'on le retrouve aujourd'hui dans différentes régions de France.
8. Retraité de 70 ans, ancien technicien audiovisuel à Toulouse et un des principaux acteurs du collectif de Montbrun-Bocage.

9. Dans le cadre de la gestion politique des camps de Calais et de leur évacuation à partir de fin 2015, le gouvernement français a choisi de disperser ces exilé.es sur l'ensemble du territoire français (sauf en Ile-de France et en Corse) et de les placer dans des Centres d'Accueil et d'Orientation (CAO) afin qu'ils puissent y déposer une demande d'asile.

10. Cf. « Ariège : la vallée de Massat se mobilise contre l'expulsion de Pierre Kilongo et de ses enfants » <https://www.ladepeche.fr/2019/08/13/ariege-la-vallee-de-massat-se-mobilise-contre-l'expulsion-de-pierre-kilongo-et-de-ses-enfants,8359251.php>

11. Jean-Luc Mélenchon est un homme politique de gauche, fondateur du mouvement *La France insoumise* (LFI).

RÉSUMÉS

Alexander von Humboldt écrivait que « l'agroupement des montagnes, puisqu'il divise la surface de la terre en bassins ou en vastes cirques » n'était pas sans influence « sur les mœurs, la forme des institutions et les haines nationales » (Debarbieux, 2012, p. 13). Si cette formulation peut nous sembler quelque peu surannée, il n'en demeure pas moins vrai que la réflexion offerte par Alexander von Humboldt résonne avec l'actualité récente d'espaces de montagnes qui se voient aujourd'hui inscrits dans le jeu des politiques migratoires européennes et du contrôle des frontières. En prenant appui sur des récits de vie collectés auprès d'habitant.es mobilisés en faveur de l'accueil des exilé.es, la réflexion construite à partir du cas ariégeois vise à dévoiler une territorialité complexe qui, selon les espaces considérés, produit des formes de mobilisations singulières et distinctes, héritées d'histoires migratoires passées, de l'engagement de néo-ruraux et de réseaux sociaux qui relient montagnes, vallées, villes de piémont et agglomération toulousaine. Cet article souligne l'originalité d'un refuge ariégeois dont l'observation permet de relativiser des dispositifs de contrôle des migrations par le jeu de mise à distance qu'autorisent autant la topographie que l'espace social du militantisme en faveur des exilé.es.

Alexander von Humboldt wrote that 'the arrangement of mountains... divide the surface of the earth into basins or vast cirques...and influence the range of cultures, habits, institutional forms and national hates' (Debarbieux, 2012, p.13). While this formulation may seem outdated, von Humboldt's reflection remarkably still resonates more than a century and a half later with recent events in mountainous areas affected by European migration policies and border control. Drawing on the life histories of refugee activists in the French department of Ariège, we reveal a complex territoriality that, depending on the spaces considered, produces singular and distinct forms of mobilisation, inherited from past migratory experiences, the engagement of neo-rurals and the social networks linking mountains, valleys, piedmont towns and the Toulouse conurbation. We highlight the uniqueness of the Ariège 'refuge', where mechanisms of migration control are relativised through a distancing enabled by both the topography and the social space of exile activism.

INDEX

Mots-clés : Ariège, frontières, hospitalité, refuge, accueil, solidarité, réfugiés, néo-ruraux

Keywords : Ariège, borders, hospitality, refuge, welcome, solidarity, refugees, neo-rurals

AUTEURS

WILLIAM BERTHOMIÈRE

Géographe, directeur de recherche CNRS - UMR PASSAGES, Pessac
william.berthomiere@cnrs.fr

CHRISTOPHE IMBERT

Géographe, Professeur des universités - UMR IDEES, Université de Rouen
christophe.imbert@univ-rouen.fr